



Archives du
Communisme
en Belgique

Agir à travers un cordon sanitaire : le Parti Communiste de Belgique et le Congo

GOTOVITCH, José

2019, 15 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pcb_et_congo_jg-2.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : GOTOVITCH, José, *Agir à travers un cordon sanitaire : le Parti Communiste de Belgique et le Congo*, Bruxelles, CARCoB, 2019, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pcb_et_congo_jg-2.pdf >, (date de consultation).

Agir à travers un cordon sanitaire : le Parti Communiste de Belgique et le Congo

Propriété personnelle d'un souverain, devenu colonie belge en 1908, le Congo fut la chasse gardée de quelques grandes compagnies industrielles et de l'Église catholique. Né en 1921, le PCB imprima sa marque par défaut sur la politique coloniale de la Belgique au point qu'on a pu parler du « pouvoir de l'absent »¹. En effet, la peur viscérale du communisme obséda les autorités et les trusts et, jusqu'à l'indépendance, le 30 juin 1960, verrouilla efficacement la colonie contre toute pénétration de ses idées et de ses militants. Malgré ce qui les opposa farouchement entre elles, cette crainte obsessionnelle du communisme détermina la politique des puissances occidentales, après l'indépendance.

Le temps de l'Internationale

Le PCB s'est montré attentif dès sa fondation à cet aspect de la politique de l'IC, dénonçant avec violence dans sa presse et bientôt au Parlement, « l'impérialisme esclavagiste belge ». Il insiste d'autant plus violemment sur la question coloniale qu'il peut associer le parti socialiste (POB) aux « requins et exploiters du Congo » et leur crier « *vous êtes d'abominables assassins !* »².

Sans liens avec l'intérieur, sans information de l'IC manifestement absente de la région, le PC est à l'affût de tout ce qui filtre. La ligne de l'IC est alors de faire converger tout mouvement d'opposition, toute révolte contre la puissance coloniale, qu'elle soit d'essence religieuse, sociale, émanation des structures tribales écrasées par l'ordre colonial, ou encore militaire comme il s'en était produite parmi les vétérans de 14-18. Dans les années 20, les autorités et l'Église catholique doivent faire face à une religion prophétique propagée par Simon Kimbangu qui professe la moralisation de la société corrompue par la colonisation et fustige le travail forcé, l'impôt de capitation et les atteintes à la dignité des Noirs.

Or, le Kimbanguisme fait des milliers d'adeptes. Le pouvoir colonial l'emprisonne, le juge et le déporte en septembre 1921. Mais le mouvement ne se tarit pas. Au contraire, les années 1924 et 1925 connaissent une flambée d'agitation que les communistes belges saluent car ils voient en Kimbangu « le martyr de la cause nègre³, l'apôtre d'un mouvement nationaliste naissant qui guidera les masses vers l'indépendance ».

Le Drapeau Rouge est le vecteur de cette campagne et le PCB tente de le faire parvenir au Congo par l'intermédiaire de marins congolais faisant escale à Anvers. Ce port est en effet l'un des rares points

¹ Voir la thèse fondamentale de Anne-Sophie Gijs, *Le pouvoir de l'absent. Les avatars de l'anticommunisme au Congo (1920-1961)* Peter Lang. 2016. Voir aussi l'excellent travail de Tom Maesschaele, *De standpunten en activiteiten van de Belgische Kommunistische Partij met betrekking tot Belgisch Kongo (1945-30 juni 1960)*. Mémoire de licence inédit. Histoire. Bruxelles, VUB, 2002.

² Juliette Broder, *Le Parti Communiste de Belgique et la question coloniale (1945-1961)*, *Études Marxistes*, n°44, nov-déc.1998 p. 116.

³ *Le Drapeau Rouge* 22 mai 1925.

de contact possibles avec la colonie et sera bientôt la plaque tournante aussi bien des efforts communistes (IC, Internationale des Gens de mer, PCB) que la base de la contre-offensive patronale pour briser tout lien subversif et encadrer les marins noirs⁴. Mais en juin 1925, des exemplaires du journal communiste sont découverts à bord du *Thysville* à Matadi. Les marins concernés sont emprisonnés et suit aussitôt l'interdiction du *Drapeau Rouge* dans la colonie. L'affaire fait grand bruit et la Compagnie Maritime Belge se voit conseiller de ne plus employer des Congolais sur cette ligne et de licencier tout qui fréquenterait des lieux rouges. L'officine privée, la SEPES⁵, auxiliaire patronal de la Sureté, crée un bureau spécifique à Anvers à cet usage. Cet incident révèle l'effectivité de ce mode aléatoire de diffusion, mais aussi ce que l'on peut supposer de réussites fortuites.

1925 marque donc le moment où l'intervention du PCB vers le Congo devient une réalité aux yeux de la puissance coloniale. C'est aussi l'année le parti acquiert une présence politique effective et un écho officiel : tout en ne dépassant pas le millier de membres, il fait élire deux députés au Parlement. C'est aussi le moment où la bolchevisation radicalise les positions. Le III^e Congrès du PCB, en 1926, réclame « L'indépendance totale de la colonie. La liberté d'association sans limite des indigènes. ».

Mais c'est en 1927 que démarre véritablement l'intervention communiste, intervention verbale et extérieure, mais appuyée désormais, voire tracée par le Komintern. Dans le contexte de la bolchevisation se heurtent d'une part l'appel au travail de masse et par ailleurs la radicalisation qui pourrait amener dans certaines régions du monde à sauter le pas du capitalisme pour passer directement à la révolution.

Dans la première démarche, s'inscrit précisément à Bruxelles, en février 1927, le Congrès de fondation de la *Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale* qui réunit quelques-uns des leaders les plus fameux des grands combats anticolonialistes du XX^{ème} siècle. Des personnalités de la gauche socialiste belge y participent, mais il n'y est question ni du Congo, ni d'une présence congolaise. Les communistes belges s'y font discrets. De fait c'est là le résultat d'un marché : Emile Vandervelde, alors ministre des Affaires étrangères a pesé pour que le congrès puisse se tenir à condition qu'il ne soit pas question de la colonie belge. La SEPES prétend cependant que des séances secrètes se sont bien tenues à propos du Congo, qui mettaient en avant le Kimbanguisme comme

⁴ Florence de Radiguès, *Le Congo dans l'entre-deux-guerres. Le Congrès de Bruxelles contre l'oppression coloniale et l'impérialisme face à la colonie belge*. Travail de séminaire inédit, Histoire, ULB 2005. Verhaegen Benoit, *Communisme et anticommunisme au Congo (1920-1960)* in *Brood en Rozen*, 1999, 2 pp.113-127. Jean-Luc Vellut, *Épisodes anticommunistes dans l'ordre colonial* in Delwit et Gotovitch, *La Peur du Rouge*, Bruxelles, Institut Sociologie ULB, 2006, pp. 183-190. Laura Kottos, *L'anticolonialisme de gauche en Belgique durant l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Mém. Lic histoire ULB 2006.

⁵ Société d'études politiques, économiques et sociales

vecteur principal de propagande⁶. Parallèlement la Section belge du Secours Rouge International met au même moment le Congo à l'ordre du jour de ses travaux⁷.

C'est alors que la colonie belge apparaît dans les préoccupations de l'IC. Jacquemotte évoque la question à son VI^e congrès. Il y dénonce notamment la participation social-démocrate belge à l'exploitation coloniale⁸. Rien ne différencie en effet les conditions de vie et de travail des noirs dans les entreprises qu'a développées la Banque Belge du Travail au Congo⁹.

En 1928, est créé à Anvers un Club des marins révolutionnaires. Le 2^e congrès de la *Ligue contre l'oppression coloniale*, en 1929 est précédé d'un congrès de l'ICJ où l'action anticolonialiste est spécifiquement attribuée aux Jeunes communistes. Deux délégués belges y participent. Répondant à l'appel, la JCB élabore un programme de revendications pour les Noirs et, avec le Parti, se dote d'une « Section coloniale¹⁰ ». Un militant est affecté à cette « activité spéciale »¹¹ dont le travail se réduit à la collecte de renseignements. Il documentera efficacement les interventions parlementaires. On y trouve un début d'analyse de la société congolaise qui signale la naissance de « vrais prolétaires » qu'il s'agit de dresser contre l'exploitation capitaliste. Mais le rêve de faire participer à une conférence internationale « une délégation importante de marins noirs » demeure chimérique¹². Il n'existe par ailleurs aucun embryon d'organisation syndicale, quoique des associations plus ou moins secrètes se sont formées qui créent une conscience collective matinée de messianisme¹³.

Une révolte se produit en mai 1930 sur un bateau de ligne à Matadi et les coupables sont emprisonnés. Mais à l'arrivée à Anvers du navire doté d'un nouvel équipage, une affiche « Libérez les

⁶ SEPES, Office de Documentation, Note du 5 février 1929, dact. (avec nos remerciements à AM Gijs pour la copie de ce document rare).

⁷ L'exécutif du SRI Belgique appelle à mener une campagne contre les recrutements forcés de travailleurs, la libération des ouvriers noirs et blancs persécutés.

⁸ Intervention du 17 août 1928, *La Correspondance Internationale* n° 124, octobre 1928.

⁹ Depuis 1927, la Compagnie de la Ruzizi exploite une plantation de coton de 20.000 ha qui pratique le travail forcé et la BBT participe à différentes entreprises coloniales. L'effondrement de la Banque socialiste gantoise en 1934 révélera l'étendue de l'engagement industriel et colonial menée sous la férule du fondateur du POB, Edouard Anseele. Guy Van Themsche, *Des caisses d'épargne régionales à Coop-Dépôts* in Els Witte & René De Preter (Dir), *Histoire de l'épargne sociale à travers l'évolution de la banque d'épargne Codep et de ses prédécesseurs*, Bruxelles, Labor, 1989, pp 171- 294.

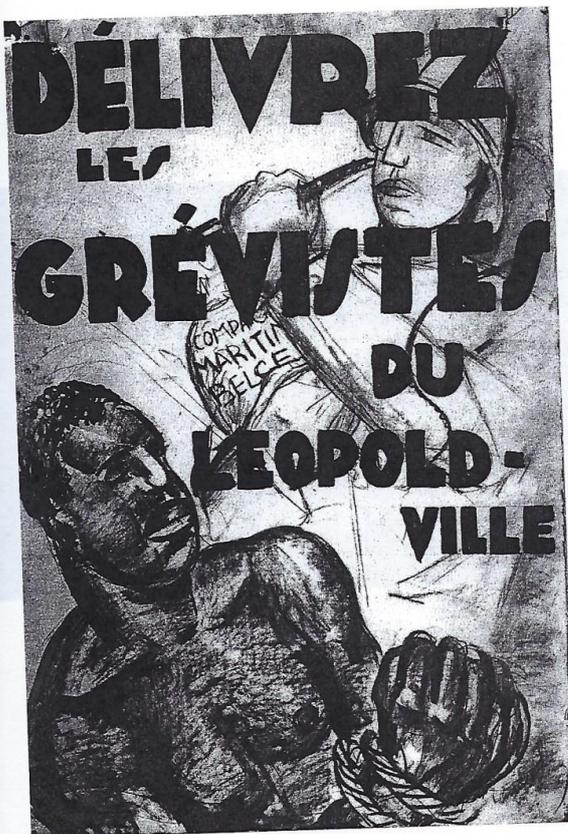
¹⁰ RGASPI, 533-10-436 Marc Wilems à la Commission d'Orient de l'ICJ, 6 février 1929. Un membre de cette section, ancien télégraphiste sur les lignes maritimes s'avèrera être un indicateur de police.

¹¹ Il s'agit d'Edouard Stiers, Bruxelles 1/11/1905-Neuengamme 9 /2/1942. Comptable, journaliste ; cofondateur des Jeunesses communistes. Cf Notice Maitron.

¹² Rapport de la JCB à l'ICJ, 12 avril 1929, cité dans *Bulletin SEPES*, 15 septembre 1929 ;

¹³ Laura Kottos, *op. cit.* p. 119.

grévistes du *Léopoldville* » est placardée sur les docks¹⁴. Une liaison a donc bien fonctionné, ce dont se réjouissent des rapports ultérieurs qui revendiquent l'existence de cellules sur plusieurs bateaux, ainsi que des contacts éphémères avec l'un ou l'autre Noir à Matadi ou Léopoldville, mais sans jamais pouvoir les pérenniser ni les assimiler à une quelconque structure communiste¹⁵.



Document 1. PK ANTWERPEN 2001, Dossier n°333.

117

¹⁴ Une affiche en néerlandais précise : (traduction : *Libérez le Congo de la Belgique maintenant. Liberté pour les grévistes condamnés du s/s Léopoldville* ». Laura Kottos, *Op. cit.* pp. 117/118.

¹⁵ *Rapport sur la réunion extraordinaire de la section coloniale du PCB tenue le 15/8/1931*, » in Kanku Bona-Mmudipanu , *La propagande communiste en Afrique et le pouvoir colonial belge dans la province du Katanga (1920-1941)* cité dans Kottos, p. 119

En mai 1931, le V^{ème} Congrès du PCB évoque « l'activité pour la libération des peuplades du Congo ». Le parti doit appuyer la lutte anti-impérialiste des masses indigènes, mais aussi « entrer en contact avec ces masses, les organiser et travailler à diriger leurs luttes. Joseph Jacquemotte, député communiste, donne au Parlement, le 15 juillet 1931, un puissant écho à la révolte déclenchée aux Huileries du Congo dans le Kwango Kwilou. Il révèle et stigmatise la répression qui aurait fait une centaine de victimes. « Votre colonialisme, ajoute-t-il, ne leur a apporté ni le bien être, ni la liberté mais bien l'esclavage, la misère, la faim, la mort ... Nous disons aux ouvriers de Léopoldville, de Matadi et d'ailleurs, organisez-vous, groupez-vous, utilisez votre force de masse pour défendre votre pain, votre existence ! ». Ce discours de colère qui scandalise la Chambre est aussi un constat de carence : cet appel à l'action est lancé à la cantonade... sans répondant effectif dans la colonie.

C'est pourquoi le sens de la première intervention directe, à notre connaissance, du Komintern en direction du Congo ne laisse pas de surprendre. En mars 1932, le Bureau Noir du Secrétariat d'Orient,¹⁶ élabore une Directive spécifique au PCB¹⁷. Elle débute par une condamnation sans appel de sa position qui exprime un vague humanisme mâtiné de chauvinisme de type social-démocrate, là où devrait s'imposer un projet révolutionnaire anti-impérialiste et agraire. Il s'agit de réaliser un front révolutionnaire unique du prolétariat belge et du mouvement de libération du Congo. Le PCB a été incapable de profiter des possibilités offertes par « *the continuous uprisings in the Congo during the past year* » pour « ôter le masque sanglant de la bourgeoisie et les illusions démocratiques des ouvriers. » Il s'agit de mener des actions de solidarité dans tous les secteurs industriels axés sur la colonie.

Ce tableau d'une agitation ininterrompue au Congo justifie sans doute le manifeste-programme (7 pages bien serrées) que l'IC demande de traduire dans la langue locale principale, de manière à apparaître comme une organisation implantée dans la colonie : la « Ligue du Peuple du Congo pour la Liberté ». Très détaillé et faisant preuve d'une connaissance effective des catégories sociales congolaises, ce programme doit servir à l'organisation (*en secret*) de groupes de combat dans les villes et les villages « pour la grande bataille finale qui chassera le gouvernement et les compagnies de la colonie ! ».

Est-il nécessaire de dire qu'il n'y eut pas trace de cette Ligue au Congo ! ni même dans la presse communiste belge ! La précision des revendications, secteur d'activité par secteur, indique une

¹⁶ Wolikow, Courban, François, Oppetit, *Guide des Archives de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Archives Nationales, MSH Dijon, 2009, pp. 249-250. Avec nos remerciements à Jean Vigreux pour l'envoi des documents cités ci-après.

¹⁷ *Directives to Belgian Communist Party on activities relating to Belgian Congo*, 31 mars 1932 ; *Draft directives to PCB on colonial work of the party*, 3 avril 1932 ; *Programme, d'action de la Ligue du Peuple du Congo pour la Liberté* 5 mai 1932 ; *To the Colonial Commission Belgian Communist Party, (s) Eastern Secretariat*, 17 mai 1932 ; Strictement confidentiel (s) Se secrétariat d'Orient, sd. RGASPI, 495 /155/99-100 (microfilm Université de Bourgogne). Le rédacteur pourrait en être le citoyen américain, né en 1885, Nathan Schechter, charpentier et membre du PCUSA, signalé comme collaborateur du Secrétariat d'Orient à cette période.

connaissance parfaite du terrain ¹⁸. La contradiction frappante entre cette connaissance et l'irréalisme du programme révolutionnaire proposé (à qui ?) illustre à merveille la mécanisation de la pensée dans l'application aveugle des poncifs de la « troisième période ».

Cette politique de l'exhortation et de la dénonciation semble se tarir au tournant du VII^e Congrès de l'IC. Les contacts dans la colonie paraissent avoir disparu. *Le Jeune Exploité* comme *La Correspondance Internationale* font encore sporadiquement écho à la répression qui s'est renforcée. Le moindre geste de refus est qualifié d'agitation communiste¹⁹.

Curieusement, la SEPES ne signale pas l'activité du *Comité syndical international des ouvriers nègres*, éditeur de *L'ouvrier nègre*, qui aurait été cependant un moment publié en Belgique²⁰.

Peut-on associer le tournant de l'antifascisme à une atténuation correspondante de la volonté de « révolutionner » les colonies ? Le Front Populaire atténue-t-il l'anti colonialisme ? Un intéressant indice nous est donné par les discours du sénateur communiste Valentin Sinclair, ancien ouvrier dans la colonie, qui consacre partiellement son *maiden speech* en juin 1939, à dénoncer l'exploitation brutale des populations congolaises et les bénéfices plantureux des sociétés coloniales. Mais il alerte par ailleurs sur les appétits hitlériens envers les richesses congolaises. « Il faut cesser de brimer la population congolaise afin de gagner sa sympathie au lieu de produire leur haine ». En 1940, il dénonce le sort fait au petit colonat blanc, appelant « victimes blanches et noires d'une politique de classe » à réagir²¹. Nous sommes loin des directives de 1932 !

Ainsi, de 1921 à 1940, le PCB aura prodigué ses appels anticolonialistes et révolutionnaires comme des bouteilles à la mer dont très peu auront été recueillies dans la colonie. Tant l'IC que le PCB se seront montrés incapables de briser le cordon sanitaire. Aucun Congolais n'aura par ailleurs pu trouver en Belgique, en Europe, en URSS, ni même auprès de partis africains constitués, une aide matérielle, des outils théoriques, une formation politique ou même des impulsions pour sortir du carcan colonial belge.

Si l'effort de guerre imposé à la population congolaise provoque grèves, révoltes et sanglante répression, ces mouvements ne doivent rien à une action extérieure à une quelconque infiltration communiste. Par ailleurs, le Congo est absent des rares et très vagues perspectives tracées par le PC dans la clandestinité²². La disparition dans les camps des quelques militants qui s'étaient investis dans ce secteur contribue sans aucun doute à cette page blanche.

¹⁸ La même remarque vaut pour l'étude de E. Stiers rédigée en 1932 mais publiée en 1934 : *A Negro Empire : Belgium. (Translated from the French by Samuel Beckett)* in Nancy Cunard, *Negro: An Anthology*, Londres, 1934, Nancy Cunard at Wishart & Co. pp. 795-801. L'original français est demeuré introuvable.

¹⁹ Cf *Le Jeune Exploité*, 30 octobre 1935.

²⁰ Chef adjoint la Commission nègre du CEIC, Alexandre Zusmanovic, aurait même effectué des « missions spéciales » en Belgique dans les années 30. Reiner Tosstorff, *Profintern : Die Rote Gewerkschaftsinternationale 1920-1937*. Schöningh, Paderborn, 2004, pp. 680-681. Michael Buckmiller, Klaus Meschkat, *Biographisches Handbuch zur Geschichte der Kommunistischen Internationale*, Akademie Verlag, Berlin, 2007.

²¹ Valentin Tincler (26 février 1898-7 août 1942), cf J. Gotovitch, notice Maitron.

²² José Gotovitch, *Du Rouge au tricolore. Résistance et parti communiste*, Bruxelles, rééd. 2016.

« 1945 – « Notre Congo ! Notre Uranium ! »

Grossi par sa participation à la résistance, disposant entre 1946 et 1949 d'une confortable représentation parlementaire ²³ et participant aux gouvernements successifs jusqu'en mars 1947, le PCB opère un tournant radical de sa politique coloniale.

Deux expressions symbolisent celui-ci : « Notre Congo » et « Notre uranium » titrent les articles dans sa presse et ses interventions parlementaires. La disparition de l'Internationale facilite la poursuite du discours patriotique de l'occupation. L'exaltation des besoins prioritaires de la nation nourrit l'identification, voire l'appropriation des richesses congolaises au patrimoine national.

La guerre froide va donner à ce tournant radical une signification internationale. Le « développement du Congo » est le 12eme point du programme de « Rénovation de la Belgique » présenté au Comité central du 12 août 1945.

S'il prévoit l'élimination des trusts de l'économie congolaise, il ne perçoit les richesses congolaises qu'en fonction de l'aide qu'elles peuvent (doivent) apporter « à la restauration de la métropole ». Or précisément la richesse emblématique de la période est l'uranium qu'un traité secret signé à Londres réserve à la Grande Bretagne et aux États Unis. Une commission coloniale est relancée avec la participation d'anciens coloniaux rentrés au pays. Elle plaide pour le développement du colonat blanc mais surtout l'intensification des relations économiques entre la Belgique et le Congo, indispensables au relèvement du pays ». Vision patriotique une fois encore : privilégier la métropole qui a « déjà tant dépensé pour la colonie, sans en tirer de véritables avantages ». Les droits syndicaux et politiques sont exigés dans l'immédiat pour les Belges mais seulement l'« extension progressive de ces droits aux populations noires ». En effet, les « populations indigènes doivent être formées pour prendre progressivement en main la gestion de la colonie »²⁴.

Articles et interventions parlementaires de la période témoignent d'autres abandons des lignes de force anticolonialistes antérieures. Un sénateur évoque « la claire vision d'un grand Roi » l'œuvre civilisatrice accomplie ! Un ancien colonial plaide pour le renforcement du colonat, en soulignant que « le noir abandonné à lui-même... n'est à même de produire que des produits de qualité médiocre ».

Mais le thème qui domine les interventions s'inscrit au cœur de la guerre froide. : la dénonciation du traité secret sur l'uranium, qui par ailleurs motive la première critique publique soviétique de la politique belge!

Les USA sont sur le qui-vive. La proposition de nationalisation des gisements d'uranium ajoutera à leur l'effroi²⁵. Leur ambassade sait parfaitement que le sénateur communiste Paul Libois, professeur à l'Université de Bruxelles, porteur des interventions sur le sujet, peut s'appuyer sur l'expertise de scientifiques de haut vol en la matière. La Sûreté de l'Etat lui aura fait savoir que le laboratoire concerné de l'ULB est peuplé d'une majorité de savants gagnés d'après elle, au communisme !²⁶

²³ 23 députés et 17 sénateurs.

²⁴ Jean Terfve, *Vers la Rénovation de la Belgique*, Éditions populaires, 1945 :

²⁵ cf Gijs, *op it* p. 184

²⁶ Certains ont fait connaître leur position sous le couvert du mouvement de la Paix : Brachet, Cosyns, Cypres, Géhéniau, Gerlo, Libois, Balle, Hullebroeck, *L'Uranium et la Paix*, Section ULB de l'UBDP, Bruxelles, s.d

Une fois les communistes sortis du gouvernement, en mars 1947, cette orientation persiste, mais en octobre 1948 on retrouve dans une intervention communiste l'évocation de la lutte engagée par les peuples coloniaux pour renverser la dictature colonialiste et la réaffirmation que le PC est aux côtés de ceux qui luttent pour l'indépendance.²⁷

La guerre froide remet dans « le bon chemin »

Une chronique régulière débute dans le *Drapeau Rouge* en 1950. Elle dresse le portrait d'un régime de terreur, raciste, où agissent sans contrôle les trusts, l'église et une administration à leur service, en opposition aux droits de l'homme et aux résolutions de l'ONU.

En 1951, la commission coloniale effectue une « autocritique », reconnaissant avoir sous-estimé l'importance de la lutte de libération des peuples congolais²⁸. Le tournant est affirmé au cours du X^e Congrès en mars 1951. La lutte contre la guerre impérialiste, y compris nucléaire, thème central de l'époque, place les ressources congolaises au centre de l'attention du « Camp de la Paix » qui se structure alors autour du Conseil Mondial de la Paix, et suscite également l'intérêt de la Fédération Syndicale Mondiale²⁹. L'essor du mouvement de libération des colonies, et surtout la victoire communiste en Chine peuvent expliquer le recadrage du PCB. Les termes sont désormais clairs : « Le régime colonial belge se place parmi les spécimens les plus odieux du colonialisme ». Aussi « la tâche essentielle » devient « l'appui à la lutte de libération des peuples congolais, à leur droit de libre disposition, à l'aide à la création des conditions de la lutte pour la libération nationale »³⁰.

La brochure *Un volcan colonial : Le Congo*³¹ se veut un portrait au vitriol de la colonie, dénonçant l'exploitation, la répression, le travail forcé, la culture, la condition de la femme, la santé publique, l'enseignement. Un acte d'accusation cru et terrifiant, qui introduit les résolutions du Congrès sur le Congo. Mais au-delà des dénonciations de la situation, de l'engagement à lutter contre les trusts coloniaux et de contrer les livraisons de matières stratégiques « aux puissances qui préparent la guerre », les objectifs demeurent théoriques. Et pour cause, malgré le timide mouvement qui s'ébauche d'une correspondance aléatoire, malgré l'espoir déçu d'une action au travers des syndicats chrétiens et socialistes qui posent des pas hésitants dans la colonie sans vraiment impliquer les Noirs, le PCB est toujours en recherche d'interlocuteurs. Il va notamment axer ses interventions, presse et parlement, sur la liberté syndicale pour les Noirs.

« Kibangu reviendra... » : ce sous-titre est révélateur de la carence du PCB à trouver des points d'ancrage congolais : il ne perçoit alors de possibilité d'action émancipatrice collective qu'à travers les sectes secrètes qui prolifèrent au Congo... où il lui est impossible de prendre pied.

²⁷ Chambre des Représentants, Intervention du député de Namur, Victor Briol, séance du le 26 octobre 1948.

²⁸ Antonina Grégoire au Comité Central des 24 et 25 février 1951. Elle reconnaît que la commission a été influencée « par des Blancs résidant ou revenant du Congo » Cité par Juliette Broder, *op cit*.

²⁹ Tom Masschaele, *op cit*, p.192

³⁰ Edgar Lalmand, *Reconquérir l'indépendance nationale. Sauver la paix. Rapport présenté au Xème Congrès national du PCB, Bruxelles 23-26 mars 1951*.

³¹ *Le Congo ; Un volcan colonial* : Edité par le Parti communiste, Bruxelles, sd (1951), 15 pages.

Un militant d'expérience, ancien des Brigades, Partisan, et surtout Anversois a pris en main la commission coloniale. Albert De Coninck intervient sur ce sujet en octobre 1953 au congrès de la FSM. Cette même année il lance un périodique congolais qui paraît à partir de 1954, *L'Éveil du Congo*. Via des dockers communistes, le périodique est transmis à des matelots congolais et débarqué à Matadi. Ce qui implique une chaîne de complicités. Quinze numéros paraîtront de 1954 à 1958. Ils dénoncent les conditions de travail, l'oppression, le racisme en appellent à l'organisation, précisent des revendications. Il informe sur le mouvement d'émancipation, le Tiers Monde, il détaille les positions communistes.

Mis à part l'interdiction qui a frappé d'emblée la publication, peu d'échos sur une éventuelle répression à l'encontre de diffuseurs, donc peu ou pas de éléments sur son impact. Si ce n'est, Albert De Coninck en parlera, des lettres qui arrivent effectivement dont certaines seront publiées dans la chronique régulière du *Drapeau Rouge*. Nul leader congolais futur ne se revendiquera de la lecture du périodique, mais le luxe de précautions anti-communistes des autorités aura suscité la curiosité de certains qui voudront connaître ce qui soulève une telle frayeur des autorités coloniales.

Le Congrès de 1954 qui réoriente la politique intérieure et donne au PCB une nouvelle direction marque très peu son programme « colonial » : le droit à l'indépendance est réaffirmé et la protestation est répétée contre l'accaparement de l'uranium par les monopoles américains, la guerre froide n'est pas encore enterrée.

Mais le monde bouge, les organisations internationales de travailleurs, à l'Est comme à l'Ouest, se préoccupent de l'Afrique noire, la Conférence de Bandoeng marque l'émergence du Tiers monde. Mais surtout en Belgique, Jef Van Bilsen, un juriste catholique flamand, devenu spécialiste du Tiers Monde, rend public en 1955 un plan conduisant à l'indépendance du Congo en trente ans ! C'est un tollé dans le monde colonial mais l'Église l'appuie et un groupe de jeunes catholiques congolais s'en inspire pour rédiger en 1956, un manifeste signé *Conscience Africaine* qui réclame l'indépendance et prône la fraternité entre deux États égaux. Il en appelle à l'union de tous les Congolais et veut se constituer en mouvement national car déjà des regroupements sur base tribale se sont formés. D'autres, moins nombreux ont une vision unitaire du Congo dont le Mouvement National Congolais (MNC). Aucune de ces formations ne relève de l'initiative ou de l'aide, ou n'invoque les communistes ou leurs idées. En revanche, les autorités belges et alliées s'interrogent sur l'implication des pays de l'Est, en particulier la Tchécoslovaquie, seul pays socialiste à disposer d'une représentation diplomatique à Léopoldville³².

En avril 1957, le XII^e congrès du PCB, vote une adresse aux peuples du Congo et du Ruanda -Urundi qui souhaite que l'émancipation s'accomplisse *de façon pacifique*, et préconise dès lors *un front commun des ouvriers belges et des peuples congolais*. La volonté d'une solution pacifique va désormais marquer toutes les initiatives communistes.

³² La rumeur de l'existence d'une école de formation pour cadres africains à Prague qu'auraient fréquentée des Congolais, agite Ministère, Sureté et Ambassades Cf Gijs, *op cit*, pp 487.

Le cordon effrité

Le Ministre des Affaires étrangères s'était opposé à la présence de Congolais au Festival mondial de la Jeunesse à Moscou en juillet 1957. Mais la direction de la Jeunesse communiste est bien sur place et noue des contacts utiles avec les organisations d'étudiants africains en France, Brazzaville est à une encablure de Léopoldville !

Mais le déclencheur sera offert par l'Exposition universelle qui s'ouvre à Bruxelles en 1958. Très fière de sa colonie, la Belgique a prévu la présence de pas moins de 700 Congolais. La contamination est redoutée et la surveillance policière est affûtée³³. Mais la curiosité existe chez de nombreux jeunes envers ce communisme tant décrié par les puissances coloniales. Les contacts engagés d'initiative par les dirigeants de la JC vont amorcer des rencontres. Ainsi Patrice Lumumba qui fait une tournée dans différents milieux, voit également les communistes. Ainsi les jeunes des partis constitués comme les Jeunes de l'Abako, du Parti du Peuple, s'enquière du marxisme, du communisme. Les visites se succèdent au siège de la JCB³⁴. A cette occasion des liens personnels très forts se nouent avec de futurs dirigeants de la mouvance anti-impérialiste, voire communiste³⁵.

Le Secrétaire national de la JC, Eddy Poncelet, joue un rôle pivot et mène certains interlocuteurs auprès d'Albert De Coninck et de Jean Terfve qui assument désormais la politique « coloniale » du parti³⁶. En 1958, de nombreuses interventions parlementaires communistes visent la colonie, soit pour protester contre la censure exercée, pour les droits syndicaux, pour une citoyenneté congolaise, pour le droit à l'indépendance. Mais alors que la guerre d'Algérie marque douloureusement la Belgique, le PCB fait aussi entendre sa préoccupation d'éviter une guerre coloniale. En même temps, les lignes bougent : un enseignement laïc est créé, la liberté syndicale est accordée³⁷. Mais l'espoir de contacts directs par le biais de diverses structures syndicales, chrétiennes et socialistes, tourne court. En décembre 1957 ont eu lieu de premières élections dans quelques communes : des leaders congolais émergent, les associations se multiplient. Le vent levé en Afrique noire française, s'infiltré au Congo.

Par ailleurs alors que certains dirigeants belges concédaient dans l'intimité que l'absence voulue d'enseignement supérieur et le refus d'autoriser des Congolais à accepter des bourses d'études de l'UNESCO relevaient de la crainte que ces élites soient la proie d'idées subversives³⁸, des étudiants noirs font de premières apparitions dans les universités belges.

Fin 1958, trois membres du MNC, dont Lumumba, assistent à la Conférence d'Accra, ce qui élargit considérablement leur angle de vision : ils réclament désormais l'indépendance immédiate.

³³ Yves Jancloes, *La peur du Rouge à l'exposition '58.*, tapuscrit. (1994).

³⁴ Souvenirs de Jean-Marie Chauvier alors permanent bruxellois de la JCB .

³⁵ Il en sera ainsi d'Antoine Tshimanga, Okito, Mpolo, toutes futures victimes du coup d'état contre Lumumba

³⁶ Eddy Poncelet, incarcéré en 1951 alors qu'il était soldat, pour avoir organisé une action dans sa caserne contre le projet de porter le service militaire à 24 mois. Élu au Comité central du PCB, il travailla six mois à Budapest en 1953 au siège de la FMJD où il put nouer des liens avec des dirigeants africains et asiatiques<

³⁷ Le PC édite à cette occasion un *vademecum* sur la législation pour aider à la constitution de syndicats : *Le Syndicalisme au Congo*, Editions du PCB, 1956

³⁸ Gijs, *op cit* pp. 369 et suiv.

Depuis la fin de 1958, quelque peu poussé dans le dos par la monarchie, qui a toujours considéré le Congo comme partie de son domaine d'intervention, les gouvernements belges cherchent les mesures à prendre pour réformer le rapport colonial dont l'anachronisme devient de plus en plus criant.

Le 4 janvier 1959, un meeting convoqué par l'Abako où devaient s'exprimer deux bourgmestres élus à Léopoldville, est interdit par les autorités. Les heurts violents avec la police dégénèrent en émeute et incendies. La Force Publique et des soldats métropolitains sont appelés à rétablir l'ordre. Trois jours de violences font entre trente et sans doute quelques centaines de victimes noires. Les orateurs prévus ainsi que Joseph Kasavubu, président de l'Abako, également bourgmestre d'une cité, sont arrêtés, emprisonnés, l'Abako dissoute. Aussitôt, la « main de Moscou » est dénoncée d'autant qu'est arrêté dans la foulée Antoine Tshimanga, en possession d'une correspondance suivie avec la Jeunesse communiste depuis mai 1958. Il est promoteur d'un syndicat et d'une organisation de jeunesse, l'un des rares à afficher une réelle conviction communiste. Il a proposé aux familles des inculpés les noms de plusieurs avocats progressistes, auxquels il suggère d'adjoindre, sur proposition de Bruxelles, Jean Terfve. Malgré des pressions appuyées des autorités auprès des familles pour qu'elles renoncent à ces choix, Jules Chomé, Jules Wolff et Jean Tervfe débarquent à Léopoldville, premier pas posé par un communiste officiel dans la colonie. S'ils ne plaident pas pour les bourgmestres, car finalement récusés sous pression des autorités belges, ils seront bien les défenseurs de Tshimanga.

La répression a fait grand bruit à Bruxelles : la JCB colle des affiches la dénonçant et le poids de l'Algérie étant très prégnant, entame une campagne pour dénoncer tout envoi de miliciens au Congo. Plusieurs partis ou organisations s'adressent sans plus trop de crainte au PCB et celui-ci, avec peu de moyens, tente et parfois réussit à propager la curiosité envers le marxisme. Certains journaux congolais osent afficher des citations de Lénine.



Le collectif dirigeant de la JCB est désormais le véritable opérateur du communisme vers le Congo, amenant parfois des oppositions avec le Parti, quelques pas en retrait par rapport à l'engagement total des jeunes. C'est ainsi, que sans lier son mouvement au PCB, Lumumba entretient des relations très cordiales avec quelques dirigeants JC. Par la filière FMJD, contact est donné avec les pays socialistes, le crochet par Prague et même Moscou devient fréquent, des demandes de bourses sont introduites et quelques-unes accordées. Mais l'interdit pèse toujours sur une présence physique de tout communiste dans la colonie. Ceci caractérise le mode d'action de la quatrième période : l'accueil, la discussion, parfois même quelques cours sur le marxisme dispensés à des militants nationalistes congolais, sur le sol belge pour de longs ou courts séjours.

Le 13 janvier 1959, le Roi prend de court et son gouvernement et le pays en annonçant que le Congo sera bien mené « à l'indépendance ». Ni la nature ni la date de celle-ci ne sont précisées, mais face à des projets mitigés et imprécis, les leaders congolais, en front commun, exigent l'indépendance totale. Pour la préparer l'idée surgit d'une Table ronde à laquelle seraient conviées toutes les parties belges et congolaises.

Tous les partis belges sont donc invités à l'exception des communistes. Mais les partis congolais pouvant faire appel à des conseillers, un de ceux-ci (le CERECA) choisit Jean Terfve. Même s'il sera finalement empêché de siéger, ce dernier va mobiliser pendant des semaines toutes les ressources du PCB pour fournir conseils tactiques, études, documents et propositions. C'est au cours de cette préparation intensive – la table ronde se déroule de janvier à février 1960- que le contact s'opère avec plusieurs partis congolais dont deux ou trois se montrent très réceptifs et prétendent s'inspirer de son idéologie. De manière aussi imprévue, la date de l'indépendance est fixée au 30 juin 1960, et sont balayées toutes les velléités des milieux coloniaux, du Palais et du gouvernement de maintenir des liens quelconques d'association voire de dépendance entre la Belgique et le Congo. Par ailleurs, le début de l'année 1960 connaît des élections dont le MNC-Lumumba sort vainqueur. A l'occasion du procès Tshimanga, Jean Terfve rencontre plusieurs leaders. Il tire de ses contacts la perspective que trois ou quatre formations congolaises seraient aptes à former un parti marxiste, perspective renvoyée à l'après-indépendance. Les élections amènent la désignation de Kasavubu comme Président futur de l'État et Patrice Lumumba forme le gouvernement.

L'hystérie règne au sein des grandes compagnies, principalement l'Union Minière, le Palais, et les dirigeants américains. Le PCB peut se réjouir : plusieurs de ses interlocuteurs réguliers font partie du gouvernement. Mais les deux dirigeants communistes Terfve et De Coninck ne seront pas à la proclamation de l'Indépendance, ultime vexation des services policiers belges.

L'euphorie sera brève : la révolte de la Force publique, la révocation réciproque du Président et du Premier ministre, la sécession katangaise, les désordres sanglants brouillent tous les plans.

Le dernier acte se joue sur le plan international. Terfve et De Coninck débarquent finalement le 1^{er} septembre 1960 à Léo où les accueille Poncelet³⁹. Mais le coup d'État de Mobutu les renvoie à Accra d'où ils gagnent Moscou. C'est que Gizenga, remplaçant Lumumba dont on ignore encore l'assassinat, a rejoint Stanleyville où il installe le 2 décembre « le seul gouvernement légitime du

³⁹ Yannick Van Praag, *Les communistes belges et le Congo* in *Les Cahiers de la Fonderie*, n° 38: 2008 pp.47-52. ; Eddy Poncelet et Paul Van Praag, *Le MCI et la République du Congo, juillet 1960-31 août 1961*. Carcob, manuscrit inédit. (2005).

Congo ». Mulele, un proche de Poncelet, s'installe au Caire pour assurer les liaisons extérieures. Poncelet, De Coninck et Terfve vont multiplier les démarches auprès des Soviétiques et des Tchèques pour obtenir l'appui matériel au Gouvernement Gizenga. Celui est cependant divisé. De plus, les routes pour livrer le matériel promis nécessitent l'appui de plusieurs gouvernements africains que sollicitent en vain les Belges. Les mois passent et le trio s'épuise en démarches auprès des uns et des autres. En vain : N'Krumah entre dans le jeu de l'ONU et l'on sait aujourd'hui que finalement les Soviétiques se désintéressent du terrain congolais⁴⁰. En août 1961, Gizenga lui-même se rallie au gouvernement « d'union nationale » de Cyrile Adoula, dont il devient vice-premier ministre.

Un effacement total

Ainsi, en moins d'un an toutes les racines communistes implantées au Congo sont éradiquées par l'assassinat, l'achat, l'attrait du pouvoir. Toute la stratégie patiemment mise en place « à distance », tous les contacts noués avec passion, certains depuis des mois, d'autres depuis quelques semaines avec quelques dizaines de leaders, tous les projets multiples et contradictoires échafaudés, tout est balayé.

Dans la tourmente, disparaissent assassinés, Lumumba, plusieurs de ses proches et des interlocuteurs des dirigeants communistes, dont Tshimanga. D'autres se rallient aux régimes successifs qui poursuivent la politique d'éradication de toute trace « marxiste », avec la bénédiction des USA et de l'Union minière. Refusant toute compromission, Mulele, formé militairement en Chine, crée un important maquis dans l'Est du Congo qui culminera en 1966. En 1968, victime de la parole donnée puis trahie de Mobutu, il sera torturé et exécuté.

*Jusqu'au bout, les communistes belges n'ont pu que tenter de « former « en accéléré » quelques dirigeants. La colonisation à la Belge, de prévention contre toute élite noire politisée, a démontré *a contrario* son efficacité. Aucune force structurée, aucune assise solide ni dans le prolétariat des villes, ni parmi les paysans des plantations, ni dans la couche des « évolués », n'a pu faire souche. La solution armée, le soulèvement populaire tenté par des forces minoritaires, y compris la tentative avortée d'un « foco » congolais avec le Che en personne, n'ont pu fonder une force marxiste, ou tout simplement un mouvement national progressiste apte à survivre aux drames que va connaître le Congo ex-belge. De l'Internationale à l'URSS, nulle infiltration par l'extérieur n'a réussi, fût-elle avoir été tentée !*

La structure même des populations congolaises, la multiplicité des ethnies, des langues, la force des hiérarchies traditionnelles, la violence des prédateurs n'ont pas conduit à l'émergence d'un leader charismatique qui aurait pu transgresser toutes ces barrières. En assassinant Patrice Lumumba, les forces conjuguées des Katangais et des Belges (avec l'appui de la CIA) avaient en effet éliminé celui

⁴⁰ Mazov Sergei (2007). *Soviet Aid to the Gizenga Government in the former Belgian Congo (1960-1961) as reflected in Russian Archives*. In " *Cold War History* 7(3): pp425-437. ; Sergey Mazov, *A fragile alliance : the Congo crisis and Soviet-Ghanaian relations 1960-1961 in Twentieth Century Communism*, 15, 2018 pp 11- 34.

qui aurait pu transcender ces parcellisations. L'enseignement du communisme par correspondance n'a pu pallier ces difficultés.

Le PCB et ses partisans congolais n'ont jamais pu toucher et organiser les masses africaines encore moins la classe ouvrière, malgré l'ébauche d'un syndicalisme noir. Le grand élan libérateur levé par Lumumba ne lui survécut pas. La cible avait été bien choisie. Malgré l'engagement total du PCB en cette dernière année, sa présence ultime sur le terrain demeura symbolique, en aurait-il pu avoir été autrement ?

